

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 29 (1971)
Heft: 4

Artikel: Préviation politique : Etats-Unis et Europe 1980
Autor: Freymond, Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-136776>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 24.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Prévision politique : Etats-Unis et Europe 1980

Jacques Freymond

directeur
de l'Institut universitaire de hautes études internationales,
Genève

NOTE DE L'EDITEUR

Cet article a été écrit en janvier 1971, soit environ dix mois avant sa parution. Les faits politiques évoluant vite, certaines données se sont modifiées. Ainsi le geste spectaculaire du président Nixon pourrait précipiter le processus qui permettra à la Chine d'entrer à l'ONU ; ainsi la politique d'ouverture à l'Est a donné un premier résultat concret par l'accord sur Berlin.

Nous n'avons pas voulu demander à l'auteur de remanier son texte avant de le publier. Bien au contraire, ces premières vérifications de tendances que le Professeur Freymond a esquissées il y a dix mois nous semblent une excellente illustration de l'utilité des méthodes prospectives ; c'est donc une démonstration qui a toute sa place dans un numéro entièrement consacré à la prospective.

Toute décision de nature économique, qu'elle se prenne au niveau de l'entreprise ou sur le plan national, s'inscrit dans un cadre politique. D'où une tendance naturelle à tenter de prévoir l'évolution probable des conditions politiques susceptibles d'influencer l'application des mesures prises sur le plan économique. D'où également l'intérêt croissant témoigné par la science politique pour les modèles de prévision auxquels la science économique a eu recours. Mais si personne ne nie que les transformations d'ordre technique et les modifications des modes de production et de distribution entraînent des changements dans les structures sociales — changements qui se répercuteront sur les rapports des forces politiques et même sur les formes de gouvernement — on ne saurait dire que la science politique ait été capable jusqu'ici de livrer des modèles valables de prévision.

Cela tient en particulier à ce que le nombre des paramètres nécessaires à une opération prévisionnelle est, sur le plan de la politique, sensiblement plus élevé que sur le plan économique. L'entrepreneur connaît ses partenaires, qui sont aussi ses concurrents : il est en mesure d'évaluer la capacité d'un marché, de jauger les forces en présence, d'estimer leur interaction probable et de calculer en conséquence la densité de son effort en même temps que d'en préciser le point d'application. Le politique s'engage sur un terrain aux frontières mouvantes ; ses interlocuteurs, les hommes sur lesquels s'exerce son action, se différencient en fonction de leur âge, de leurs positions sociales, de leurs intérêts, de leurs engagements politiques, de

leur idéologie, de leur tempérament. Ce sont des êtres de passion, des êtres chez qui les réactions affectives sont plus fortes que la considération des intérêts, qui sont donc sensibles au climat particulier dans lequel ils évoluent et qui vont fluctuer au gré des circonstances. Malgré les progrès de l'analyse sociologique et des sondages d'opinion, l'appréciation des situations politiques ne peut être conduite comme une étude de marché.

La prévision politique, d'autre part, est d'autant plus difficile qu'elle s'exerce dans la courte durée. Il n'est pas impossible, en effet, pour qui s'appuie sur une connaissance globale de l'histoire saisie dans sa profondeur et sentie dans son mouvement, de dégager des tendances de longue durée, les courants dominants et les forces profondes, de distinguer des types d'interaction et d'« engrenages ». L'étude des systèmes politiques, des changements de régimes et de leur alternance, celle des crises, qu'il s'agisse des révolutions ou des guerres, permet d'identifier des enchaînements si ce n'est de construire des modèles. La connaissance de l'Europe du Moyen Âge n'est pas sans utilité pour celui qui cherche à poser les données de problèmes auxquels elle doit aujourd'hui faire face. Les particularismes européens n'ont-ils pas survécu, à l'Est comme à l'Ouest, à toutes les révolutions, et même aux plus radicales ? Churchill peut-il être expliqué sans une compréhension de la société britannique ? Le général de Gaulle sans celle de la société française ? Brejnev sans une étude du caractère russe ? N'est-ce pas chez certains des grands écrivains du XIX^e siècle que nous trouvons les analyses les plus profondes, et par conséquent les plus valables pour nous au XX^e siècle, des sociétés dans lesquelles nous vivons ? Qu'on pense à Alexis de Tocqueville, qu'on pense à Jakob Burckhardt et à leurs réflexions sur la démocratie et sur la société de masse. Karl Marx, qui a commis des erreurs dans ses prévisions à court terme et qui a sous-estimé la capacité d'adaptation du capitalisme, nous a livré, pour l'analyse de l'évolution des sociétés politiques, une méthode dont se servent aujourd'hui ceux-là mêmes qui sont le plus loin de se réclamer de lui.

La difficulté de la prévision à court terme, c'est-à-dire d'une prévision couvrant une période de cinq à dix années, tient précisément au fait que les paramètres multiples dont la combinaison, dans la longue durée, constitue les principaux courants de force et les tendances fondamentales ne peuvent être toujours identifiés, encore moins hiérarchisés faute de recul. S'il est donc possible — dans la mesure où l'on s'appuie sur le mouvement de longue durée — pour faire une prévision à court terme de situer les problèmes fondamentaux, d'apprécier la marge de liberté dont disposent les protagonistes, de circonscrire des options et des comportements probables, il est singulièrement plus difficile, sinon même impossible, de procéder à des extrapolations sur la base des données que nous fournit le moment présent, c'est-à-dire le moment précis où nous formulons notre prévision. Car, même si nous parvenions à identifier les principaux paramètres de l'évolution, nous ne saurions pas comment va s'opérer leur combinaison qui est déterminée non seulement par leur nature propre, mais par la dynamique historique.

Ainsi, tandis que le responsable d'une entreprise se voit contraint, par le type même des opérations qu'il conduit, à circonscrire sa prévision à une période brève tout en ayant la certitude relative que les moyens dont il dispose lui permettront de faire face à d'inévitables fluctuations, le politique, surtout s'il s'agit d'un observateur extérieur à l'action, c'est-à-dire d'un homme qui n'est pas en mesure d'orienter par son intervention le cours des choses vers ce qu'il considère comme le futur probable, cherche d'instinct à regarder au-delà du proche avenir pour dégager le jeu des forces profondes. Tant il est vrai que les variables ne peuvent être reconnues qu'en partant des constantes ou, en d'autres termes, que les tactiques ne s'expliquent clairement qu'à travers la définition d'une stratégie.

Les réserves qui viennent d'être faites sont d'autant plus nécessaires que nous vivons une époque de révolution permanente. Car les effets révolutionnaires du progrès constant de la science et des transformations continues dans les techniques sont ressentis en permanence. Le phénomène que nous qualifions de « révolution industrielle » ne consiste pas en une rupture intervenue à un moment donné dans les processus de production de biens grâce à l'utilisation de telle matière première ou de telle source énergétique, mais bien en des transformations continues dans les techniques se succédant à un rythme toujours plus rapide et entraînant, à travers les changements de structures économiques, la remise en question permanente des structures sociales, des rapports de forces politiques à l'intérieur des Etats et sur le plan international. Le monde dans lequel nous nous trouvons est fondamentalement instable. Il est même, disons-le, dans un état de crise qui s'est constamment aggravé depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les relations internationales se sont compliquées dans la mesure même où le champ diplomatique s'élargissait. L'interpénétration des intérêts et la multiplication des échanges ont mis à nu les contradictions sociales et les antagonismes politiques en même temps qu'elles ont ouvert la voie à des formes de collaboration allant vers l'intégration. A en juger par la situation que nous pouvons observer, les forces centrifuges, qui s'expriment à travers la défense des nationalismes et des particularismes, l'emportent sur les forces centripètes, tandis que s'accumulent, dans un climat d'insatisfaction générale, et de violence même, les revendications sociales et les oppositions aux formes établies de gouvernement.

C'est dans ce monde instable, dans ce climat d'incertitude que nous devons nous efforcer de discerner des orientations politiques, de dégager des futurs probables.

Notre thème est: l'évolution probable des relations entre les Etats-Unis et l'Europe au cours des dix années prochaines. Nous examinerons ces relations à partir de trois niveaux différents: le niveau du *système international* à l'intérieur duquel elles s'inscrivent; le niveau des *subsystemes européens et américains*; enfin le *niveau national*, celui auquel se situent des sociétés politiques dont les transformations internes influent sur la vie des subsystemes et sur leurs relations réciproques.

Le système international est un système à trois. La Chine s'est hissée au niveau des deux autres grandes puissances, non pas seulement par son poids, par le nombre de ses habitants, par son potentiel économique et son accession au rang de puissance nucléaire; la Chine est grande puissance par la détermination qu'elle affiche — et que ne dément pas un comportement jusqu'ici très prudent — de faire face à toute pression extérieure, d'assumer des risques de guerre s'il s'agit de défendre ses intérêts, de ne pas céder enfin à un quelconque chantage atomique. Cette fermeté ne garantit pas l'invincibilité, mais elle ouvre au gouvernement et au peuple qui la manifestent des possibilités réelles d'influence. La République populaire de Chine, bien qu'elle soit restée en dehors du réseau de relations et d'institutions internationales progressivement mises en place depuis 1945, a réussi ce tour de force de ne pas jouer le jeu des autres tout en les contraignant à tenir compte d'elle comme partenaire. Nul ne doute qu'elle entrera bientôt dans l'Organisation des Nations Unies, si elle le désire bien entendu. Bien que personne ne soit en mesure d'imaginer ce qui se passera à ce moment, chacun sait néanmoins que les contrecoups de cette installation d'une grande puissance révolutionnaire — munie du droit de veto — au sein du système des Nations Unies seront profonds. De même est-on pleinement conscient qu'aucun accord entre puissances nucléaires du type de ceux auxquels on tend à travers le SALT, aucun accord sur le contrôle des armements, sur le droit de la guerre, sur le droit humanitaire, n'aura de portée réelle si la Chine n'y est pas associée.

D'où l'inquiétude qui tient à la fois à une certitude, celle de la puissance et de la détermination chinoises, et à une incertitude sur les objectifs stratégiques prioritaires de cette puissance révolutionnaire; car, quoique les Etats-Unis et l'Union soviétique se sentent également manœuvrés par une stratégie indirecte active qui, tout en s'emparant de la direction du mouvement révolutionnaire mondial, vise à couper les pays avancés des marchés et des ressources du tiers monde, ils ne peuvent s'accorder sur une réplique commune parce qu'ils sont eux-mêmes des rivaux. En pénétrant à l'intérieur du tiers monde, la Chine fausse les données d'un jeu classique à deux. En jouant son propre jeu face aux deux grandes puissances dont aucune ne veut ni ne peut se déclarer contre elle de peur de la rejeter dans le camp de l'autre, elle les empêche de s'entendre contre elle et stimule même leur antagonisme. Certaines des opérations entreprises à grands risques par l'Union soviétique au cours de ces dernières années, à Cuba en 1952 ou dans le Moyen-Orient, ne s'expliquent pas autrement que par la volonté soviétique de conserver la direction du mouvement révolutionnaire mondial.

De telle façon que, si paradoxal que cela puisse paraître, l'évolution des relations entre l'Europe et les Etats-Unis sera largement influencée par l'évolution des rapports entre la République populaire de Chine et les deux autres grandes puissances. Et ce ne sont pas ici les facteurs technologiques auxquels certains « futurologues » aussi simplistes qu'encombrants attribuent un rôle prépondérant, qui exerceront une influence déterminante, mais bien des facteurs politiques et affectifs.

La Chine est grande puissance, rappelons-le, non seulement parce qu'elle possède les ressources potentielles, mais surtout parce que ses dirigeants et son peuple en ont la volonté. Des manifestations plus ou moins pressantes, plus ou moins constantes de cette volonté peuvent dépendre le sort de nations européennes qui appartiennent au système socialiste, l'issue de la guerre du Vietnam, un règlement ou au contraire un rebondissement du conflit du Moyen-Orient. En d'autres termes, les décisions touchant la guerre et la paix du monde, la tranquillité de l'Europe qui croit s'être définitivement débarrassée de ses conflits internes, dépendent largement du comportement de la Chine.

* * *

Cette même incertitude se retrouve au niveau des deux sous-systèmes européens. Les efforts entrepris pour développer la collaboration entre pays appartenant au sous-système socialiste n'ont donné encore que des résultats limités. Derrière la façade du pacte de Varsovie persistent des tensions politiques que l'Union soviétique parvient difficilement à contenir. Certes la leçon de l'été 1968 a été comprise. Il ne fait guère de doute que depuis l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie et la formulation de ce qui, malgré Brejnev, porte le nom de « doctrine Brejnev », les gouvernements des pays socialistes d'Europe évitent toute manifestation un peu apparente d'indépendance. A Bucarest, où l'on avait pratiqué pendant quelques temps la politique de l'audace calculée, on se borne aujourd'hui à maintenir la relative liberté de mouvement qu'on s'était assurée sur le plan économique. Les gouvernements hongrois se gardent de célébrer avec trop de satisfaction les résultats d'une politique économique condamnée en Tchécoslovaquie. Est-ce crainte d'un retour toujours possible des staliniens tenus à l'écart depuis trop longtemps, et qui restent à l'affût de toute occasion de rétablir leur contrôle sur la génération des managers ? Est-ce conscience de l'extrême sensibilité de Moscou à la vulnérabilité politique de la « marche » hongroise en contact direct avec l'Autriche occidentalisée et la Yougoslavie révisionniste ? A en juger par les précédents, un durcissement de la politique du Parti communiste soviétique à l'égard des partis frères est d'autant plus probable que la crise polonaise a de nouveau mis à nu l'incapacité des responsables, l'anachronisme de leurs méthodes et les contradictions de leur politique économique.

Cette crise polonaise qui, survenant après tant d'autres, révèle l'existence d'une situation objectivement révolutionnaire, a ceci également d'inquiétant qu'elle pourrait remettre indirectement en question la politique de détente et d'ouverture à l'Est. Car il est évident que la cohésion du système socialiste est une condition d'une coopération avec l'Europe occidentale. L'assouplissement de la politique étrangère soviétique à l'égard de l'Europe occidentale, l'accueil positif réservé aux initiatives du chancelier Brandt, la pression parallèle exercée à un moment donné sur la République démocratique allemande et sur Walter Ulbricht reposaient sur une appréciation pessimiste de la situation des Etats occidentaux. « La situation

générale dans le monde a continué de se développer dans une direction favorable pour le mouvement révolutionnaire », écrivait la *Pravda* au début de l'été 1970. Peut-être qu'à force de relever les contradictions internes de l'autre camp, les dirigeants soviétiques ont, une fois de plus, sous-estimé celles de leur propre système et par là-même surestimé sa capacité de résister à la confrontation qu'entraîne le développement de relations économiques et politiques.

Peut-être s'agit-il là de fluctuations normales dans un mouvement de longue durée vers la convergence des deux Europes, socialiste et non socialiste. Peut-être que les tensions existant au sein des sociétés occidentales sont plus fortes que celles qu'on observe à l'Est. A vrai dire personne n'est aujourd'hui en mesure de procéder à une évaluation comparative des tensions et des contradictions, comme aussi de la capacité des gouvernements de les dominer et de les dépasser. Tout au plus serait-il prudent de faire quelques réserves au sujet de l'inévitable convergence des systèmes, tant il est vrai que des moyens technologiques et des techniques identiques peuvent être utilisées dans des options politiques différentes et que d'autre part la force des oppositions peut conduire les pays appartenant aux deux systèmes dans une direction inverse de celle vers laquelle les gouvernements entendent les orienter. Il n'est pas surprenant de constater qu'alors que la poussée socialiste s'accroît à l'Occident, les opposants à l'Est mettent l'accent sur la nécessité de desserrer dans tous les domaines la contrainte étatique...

L'Europe n'a pas de frontière. Ou plutôt si, elle en a une qui est mouvante, qui fluctue au gré de la variation du rapport des forces sur le plan européen ou sur la scène mondiale. Mais l'existence de cette frontière n'efface pas la conscience de l'unité, lentement forgée à travers les siècles et qui fait de Prague, de Cracovie ou des monastères de Moldavie une part aussi vivante et valable du patrimoine européen que Paris, Rome ou Cologne. Si divers qu'aient été, à certains moments, les destins des peuples de ce continent, si égocentriques qu'ils soient les uns et les autres, il n'en persiste pas moins une certaine solidarité. L'Europe atlantique ne peut se séparer de l'Europe de l'Est. Et l'Amérique le sait bien qui essaie de couler dans un même moule les Polonais aussi bien que les Italiens, les Allemands comme les Anglais. L'Amérique en fait ne s'arrête pas à sa côte orientale. Peut-être pourrait-on dire que son histoire s'est déroulée entre deux frontières également mouvantes, en Europe et dans l'Ouest. La Pologne aurait eu tout autant de droits historiques à entrer dans le pacte Atlantique que la Norvège, la Grèce et la Turquie.

Les circonstances en ont disposé autrement. Les années d'après-guerre ont été marquées, du fait de la division des territoires européens en deux systèmes socio-politiques différents, par l'alternative entre l'orientation atlantique et l'orientation socialiste. C'est le grand mérite du chancelier Brandt d'avoir tenté de sortir l'Allemagne — et à travers elle l'Europe et l'Amérique — de ce dilemme. L'ouverture à l'Est ne pouvait venir que de l'Allemagne. Tentée par la France elle ressuscitait en Allemagne le thème de l'encerclement. Pratiquée par les Etats-Unis elle inspirait la crainte du partage du monde entre les grandes puissances. Le chancelier Brandt a

jusqu'ici conjuré le spectre de Rapallo. Il a débarrassé la diplomatie allemande de son complexe occidental pour l'orienter vers la construction d'une Europe ancrée à l'Occident mais ouverte à l'Est. S'il réussit, l'Allemagne, même divisée, aura été dégagée de son après-guerre, plus libre de ses mouvements parce que libérée de la tutelle alliée, et simultanément intégrée dans une Communauté européenne dont l'adhésion du Royaume-Uni renforcera le caractère atlantique.

Mais la politique de l'ouverture à l'Est, brillamment engagée, n'a pas encore donné de résultats concrets. Sera-t-elle arrêtée, comme si souvent dans l'histoire dramatique du continent, par la peur des risques qu'elle implique ? Par la résistance de ceux qui, de part et d'autre de la frontière des régimes, craignent de voir remettre en question leurs positions et leur manière de penser ? L'incertitude règne encore et pourrait persister. Ce qui est certain, en revanche, c'est que le succès ou l'échec de cette ouverture à l'Est aura des répercussions directes et profondes sur les relations entre l'Europe et l'Amérique.

Un échec replace une Europe frustrée, inquiète, divisée et critique dans la défensive, cherchant et refusant à la fois la protection américaine. Le succès au contraire, un succès lié à une nouvelle étape dans le développement du Marché commun, pourrait libérer l'Europe et les Etats-Unis de cette trop apparente présence américaine, et modifier peut-être profondément le climat de leurs relations. La détente à l'Est entraîne la détente à l'Ouest.

Détentes d'un contenu différent, car il s'agit à l'Est d'une coexistence pacifique entre deux systèmes engagés dans une lutte politique et sociale de longue durée. L'Union soviétique — et c'est là un fait dominant — n'a pas renoncé à sa mission révolutionnaire. Ses chefs ne peuvent y renoncer à moins d'une « conversion » à laquelle ils ne sont pas disposés.

A l'Ouest, en revanche, entre les Etats-Unis et l'Europe la confrontation n'est pas tant politique qu'économique. Pour les uns et pour les autres des deux côtés de l'Atlantique, il s'agit plutôt de contenir un concurrent, de s'arranger avec lui ou de l'éliminer. Et qu'on ne se fasse aucune illusion : cette lutte, bien qu'on ne puisse la qualifier de révolutionnaire, et qu'elle ne vise pas délibérément et ouvertement à la destruction du système social dont les uns et les autres se réclament, n'en est pas moins, dans son âpreté même, destructrice de structures. Ce n'est pas seulement la position ou le rôle, mais l'existence même des Etats européens qui est mise en question par le développement de la production de masse et l'accélération du progrès technologique. L'Amérique ici, parce qu'elle est un continent, a l'avantage. Un avantage dont les Américains sont parfois conscients et qu'ils exploitent, comme c'est aujourd'hui le cas de ceux qui systématiquement implantent leurs filiales en Europe, y reprennent des entreprises, les réorganisent, les restructurent conformément à leur conception de la direction des affaires, conformément à leurs techniques de production, de financement, de distribution. Or cette pénétration de conceptions, de méthodes, de techniques nouvelles modifie également des comportements.

L'Europe, nous le savons, s'américanise. Il suffit de relire des textes qui ne sont pas si anciens, écrits en 1948 l'année du Congrès de La Haye, où des intellectuels européens cherchaient à définir l'originalité de leur continent face à l'Amérique pour mesurer le chemin parcouru. L'Europe s'américanise du fait de la pression croissante de la puissance économique américaine, de par cette projection chaque jour mieux assurée d'une image de l'Amérique, ou plus exactement de son standard de vie et de ses modes. L'Amérique est présente en Europe avec ses héros plus ou moins authentiques, avec ses mythes, ses figures les plus pittoresques, ses personnages les plus extravagants, plus encore que son geste quotidien. Elle est présente parce que les Européens l'admirent, l'envient et l'imitent tant est impérieux le désir de mieux vivre et grande la conviction que c'est en suivant l'Amérique, les modes intellectuelles de ses sociologues bien souvent d'ailleurs importées d'Europe, qu'on arrivera à trouver on ne sait quel « processus de modernisation » ou on ne sait quelle société post-industrielle. Sans doute, et nous l'avons dit, l'Européen — mais ce n'est pas toujours le même, l'Europe n'étant pas composée exclusivement de Rastignac — repousse également l'Amérique et son style de vie. Il rejette cet excès de puissance et recule devant les manifestations de la révolution technologique, dénonçant l'impérialisme américain. Mais cet impérialisme si souvent évoqué est plus encore un sous-produit de l'aveuglement des imitations et de la faiblesse politique des partenaires des Etats-Unis que d'une volonté américaine d'un plan d'expansion ou d'une manifestation secondaire du capitalisme monopoliste.

L'Europe s'américanise... Mais l'Amérique s'« européenne »-t-elle ? On l'affirme parfois sans préciser suffisamment en quoi consiste cette européisation. On n'en saurait parler pour le secteur économique ni même sur le plan des méthodes politiques. Le système politique américain, la démocratie américaine ont des racines historiques trop profondes pour que les influences européennes se fassent sentir dans la profondeur. La présence européenne serait plus sensible dans les universités. Mais encore ne faudrait-il pas sous-estimer la puissance d'assimilation de l'Université américaine ni la spécificité des traditions qui se sont élaborées au sein des campus aussi bien qu'à travers la confrontation permanente des attitudes contradictoires qui se sont exprimées dans l'opposition des thèses de Carlton Hayes et de Turner. L'Amérique s'est construite le dos à l'Ouest et rien ne nous permet d'affirmer qu'elle ait fait demi-tour. Elle est, et restera un continent-île ouvert sur deux océans, et qui élabore un type de société américaine à partir d'un matériau qui lui vient du monde entier.

Convergence — divergence. L'alternative est trop simple. On ne saurait, en effet, déduire de la banalisation des modes de vie et même des comportements une inéluctable harmonisation des politiques. Ce serait sous-estimer la résistance des structures sociales et des institutions politiques, négliger l'influence des caractères nationaux et oublier la différence des perspectives historiques.

Nous ne pouvons ignorer non plus, lorsque nous observons nos sociétés contemporaines occidentales, l'état de confusion dans lequel elles se trouvent. Nous

pouvons bien parler, en termes scientifiques, de situations d'équilibre dynamique. Mais c'est pour constater aussitôt que l'accélération de la dynamique historique et la multiplication des interactions rendent les réajustements d'équilibre toujours plus difficilement supportables et compréhensibles. Nos sociétés occidentales sont de moins en moins gouvernables non pas seulement de par l'effet cumulatif de la dimension et de la rapidité des changements, mais de par la disparition du consensus, ou plus modestement de ce minimum de solidarité nécessaire à l'existence d'une communauté. Ces tensions, ces oppositions qu'on observe partout, le refus opposé par une partie de la jeunesse à la société de consommation et qui se traduit soit en évasion soit en agression, l'indifférence ou l'apathie de ce qu'on appelle la majorité silencieuse, sont autant de facteurs qui compliquent la prévision à long terme.

Comment évolueront les relations de sociétés qui sont tournées presque exclusivement vers leurs problèmes intérieurs, obsédées par les obstacles qui s'opposent à leur désir de vivre mieux, et qui contemplant avec une angoisse croissante et un sentiment d'impuissance la menace écologique ? Nous constatons bien l'identité des problèmes auxquels les sociétés occidentales ont à faire face. Mais nous ne pouvons savoir si elles s'uniront devant la menace commune ou si, parce qu'elles se développent à des cadences différentes et de par le jeu de quelques circonstances, elles se diviseront ou même s'opposeront. Nul aujourd'hui ne peut mesurer les effets dans la moyenne durée de la fièvre révolutionnaire qui les travaille avec une intensité inégale et qui peut déboucher sur des explosions aussi bien que se perdre dans l'absurde ou dans la lassitude.

1980

Les « futurologues » nous ont déjà présenté de nombreux tableaux statistiques des ressources dont disposeront les nations du monde aussi bien que des diverses manières dont elles seront produites, mobilisées et consommées. Mais leurs extrapolations très impressionnantes ne dépassent guère le niveau de la juxtaposition des développements démographique, technique et économique simultanés. Elle n'intègrent pas les facteurs sociaux et politiques dont la combinaison avec les transformations des structures économiques donnent au mouvement historique son véritable dynamisme.

Nous nous sommes quant à nous bornés à présenter certains des problèmes fondamentaux auxquels Européens et Américains ont à faire face, à mettre en évidence la multiplicité des interactions et à souligner en particulier qu'il n'est pas davantage possible de traiter séparément les problèmes des « deux Europes » de l'Ouest et de l'Est que de faire des projets d'avenir sans tenir compte de la Chine. S'il fallait résumer notre appréciation de la situation, nous dirions que ce qui caractérise le climat actuel dans nos pays c'est l'incertitude, l'angoisse et surtout la con-

fusion des esprits. Tout est possible: la désagrégation de nos sociétés comme le mieux vivre.

Le futur probable, on l'oublie trop souvent, est le futur désiré, résultant de la reconnaissance d'une coïncidence des intérêts et d'une action concertée. La coïncidence des intérêts est évidente: il s'agit pour les Américains comme pour les Européens de faire face à la menace écologique et à celle non pas de « la » guerre, mais des guerres multiples qui sont l'effet de la combinaison des contradictions économiques, des mutations dans les structures sociales et des rivalités nationales.

Mais on ne voit pas se dégager d'actions concertées. Qui donc pourrait définir aujourd'hui les grandes lignes d'une politique étrangère qui serait celle de la nation américaine, et plus précisément d'une politique « européenne » s'appliquant à l'ensemble de l'Europe? Et qui pourrait nous dire non pas ce qu'est aujourd'hui, mais ce que serait un jour une politique étrangère d'une Europe unie? Parmi les nombreux obstacles qui s'opposent à des formulations et à la conduite d'une politique étrangère, il en est un presque infranchissable pour le moment: l'absence d'un consensus. Nos sociétés sont à tel point déchirées par les tensions et les contradictions résultant de la révolution industrielle que le processus d'harmonisation des intérêts, condition de l'élaboration d'une politique étrangère, en est bloqué. Il s'agit de retrouver une forme de paix sociale qu'on puisse réellement appeler un équilibre dynamique. Je ne crains donc pas ce qu'on a pu appeler un néo-isolationisme américain dans la mesure où il permettra à la nation américaine de traverser une crise révolutionnaire dont le premier résultat politique a été de mettre à nu des problèmes que l'on cherche aujourd'hui à résoudre. Je souhaite que les nations européennes se dégagent des tutelles étrangères, mais aussi d'un certain verbalisme révolutionnaire aux fondements idéologiques aussi douteux que divers, pour mettre au point des institutions combinant pour l'ensemble du continent le fédéralisme et la démocratie.

Peut-être alors pourrions-nous entrevoir où nos deux continents en seront en 1980.